

Unité départementale du Val-d'Oise  
Immeuble Jacques Lemerrier  
5 avenue de la Palette  
95010 Cergy-Pontoise

Cergy-Pontoise, le 21/03/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/02/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **VPR SAS**

9-11 rue de la Garenne  
95310 Saint-Ouen-L'aumône

Références : ud95-2025-0211  
Code AIOT : 0006506050

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/02/2025 dans l'établissement VPR SAS implanté Parc d'activités du Vert Galant - Lieu dit Les petites bornes 9-11 rue de la Garenne 95310 Saint-Ouen-l'Aumône. L'inspection a été annoncée le 09/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VPR SAS
- Parc d'activités du Vert Galant - Lieu dit Les petites bornes 9-11 rue de la Garenne 95310 Saint-Ouen-l'Aumône
- Code AIOT : 0006506050
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société VPR est une entreprise stockant et livrant des pièces automobiles pour les professionnels.

L'entrepôt est de 6500 m<sup>2</sup> comprenant une mezzanine de 1500 m<sup>2</sup>.

Ils ont actuellement 95 employés en CDI et 3/4 employé intérimaires.

Les horaires de l'entreprise sont de 3h30 à 20h.

### Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative – Nouveau garage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.8.2 Annexe II	Demande d'action corrective	4 mois
2	Risque accidentel – Intervention des secours à l'intérieur du site	Arrêté Préfectoral du 24/07/1990, article 5 et 16	Demande d'action corrective	2 mois
6	Risque accidentels, Maintenance périodique des installations	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 22 Annexe II	Demande d'action corrective	2 mois
7	Risque accidentels, Moyen en eau et débit d'eau en cas d'incendie	Arrêté Préfectoral du 24/07/1990, article 16.b	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	9 mois
9	Risque accidentels, Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II, 23	Demande d'action corrective	2 mois
12	Risques accidentels, FLUMILOG	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1 Annexe VIII	Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Risques accidentels, Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4 Annexe II	Sans objet
4	Risque chronique – Gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.7.3 Annexe II	Sans objet
5	Risques accidentels, Modalités de stockage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 9 Annexe II	Sans objet
8	Risque accidentels, Moyen d'extinction	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13 Annexe II	Sans objet
10	Risque accidentel, Installations électriques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 15 Annexe II	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
11	Risques accidentels, Protection foudre	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 15 Annexe II	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'Inspection a relevé 6 non-conformités dont une fait l'objet d'une proposition d'une mise en demeure.

La proposition de mise en demeure repose sur le manque de poteau incendie sur le site.

### **2-4) Fiches de constats**

## N° 1 : Situation administrative – Nouveau garage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.8.2 Annexe II
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative – Nouveau garage
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b>1.8.2. Modifications</b>  Toute modification apportée par le déclarant à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale, est portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet, qui peut exiger une nouvelle déclaration en application de l'article R. 512-54.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a expliqué qu'un projet de construction en cours au Nord-Est du site. Le bâtiment sera un garage non accessible au public. L'exploitant a fourni par courriel le 21 février 2025, l'avis du SDIS en date du 08 avril 2024 au sujet de ce projet. L'avis indique que le bâtiment est destiné à l'accueil de 34 personnes et sera constitué de deux niveaux : <ul style="list-style-type: none"><li>- un rez-de-chaussée de 1 975 m<sup>2</sup> comprenant : un atelier carrosserie/mécanique, une zone de préparation, une zone d'expertise, un espace photo, une zone magasin (pièce de rechange), des bureaux liés à l'activité, des sanitaires, et des locaux techniques ;</li><li>- un premier étage de 240 m<sup>2</sup> comprenant : des vestiaires, un réfectoire, des bureaux liés à l'activité et un local informatique.</li></ul> L'exploitant a également expliqué que suite à l'avis du SDIS, il va installer un nouveau poteau incendie privé ainsi qu'un bassin de rétention. L'inspection a constaté la présence d'un trou au Sud-Est du site, à proximité de la nouvelle construction, pouvant correspondre au bassin de rétention en cours de construction.  <b>Non-conformité : L'exploitant construit actuellement une nouvelle construction comprenant un futur garage. L'exploitant doit fournir un Porter à Connaissance au Préfet de cette modification d'activité en lui fournissant tous les éléments d'appréciation nécessaires, notamment relatifs à la gestion du risque accidentel.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

**N° 2 : Risque accidentel – Intervention des secours à l'intérieur du site**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/07/1990, article 16
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque accidentel – Intervention des secours à l'intérieur du site
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b>Article 16 de l'arrêté préfectoral du 24 juillet 1990</b> Les moyens de secours et de lutte contre l'incendie sont conformes aux normes en vigueur ; [...] Les installations sont aménagées de façon à éviter toute perte de temps ou tout incident susceptibles de nuire à la rapidité de mise en œuvre des moyens des sapeurs pompiers.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite, l'Inspection a constaté que l'exploitant a stocké à l'extérieur des véhicules de concessionnaires au Nord-Ouest du site. L'exploitant a stocké les véhicules en laissant deux voies d'environ 5 m destinées aux services de secours au Nord-Ouest et une voie d'environ 5 mètres à l'Ouest. L'exploitant a expliqué qu'actuellement une voie au Nord du site (longeant l'entrepôt) est en cours de réalisation. Elle permettrait aux services de secours de faire le tour du site. Lors de la visite, l'Inspection constate que cette voie est praticable. Cependant, l'Inspection a constaté que 2 véhicules stockés entravait à la circulation des services de secours.  Les autres parties extérieures du site ne présentaient pas d'anomalie.  <b>La prescription contrôlée n'est pas respectée.</b>  <b>Non-conformité : L'exploitant ne garantit pas le maintien de la libre circulation des services de secours au Nord-Ouest de son site. L'exploitant doit mettre en place des mesures garantissant cette libre circulation des services de secours.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

### N° 3 : Risques accidentels, Etat des stocks

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4 Annexe II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Risques accidentels, Etat des stocks
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. - Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations Classées.  Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :  1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.  Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.  Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.  Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;  2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.  L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.  Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.  Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.  L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.

**Constats :**

L'entreprise peut stocker en simultanée 25 000 à 30 000 références sur le site. Il précise également que l'exploitant a un catalogue de 5 000 000 de références pouvant rentrer un jour dans l'établissement.

L'exploitant a présenté à l'Inspection son logiciel informatique nommé ICAR. Ce dernier permet d'accéder à de nombreux documents, même à l'extérieur de l'établissement. Tous les managers, les chefs d'équipe et assistants ont accès à ICAR.

Par le biais de son logiciel, l'exploitant a fourni l'état des stocks synthétique, en date du 21/02/2025, qui décrit : le type de matière, le volume, le poids stocké, la répartition, le type de pièce stockée, la rubrique et autres détails.

Les matières dangereuses telles que les batteries sont présentes et identifiées dans l'état des stocks.

De plus, l'exploitant a mis en place un QR code affiché dans l'entrepôt à différents points tels que sur les racks contenant ces produits, près des sorties de secours et/ou près des extincteurs, répertoriant toutes les fiches de sécurité (FDS) des produits pouvant être stockés dans l'entrepôt. Il suffit de rentrer la référence du produit pour obtenir la FDS.

L'exploitant a expliqué que l'état des stocks est régulièrement mis à jour.

**La prescription contrôlée est respectée.**

**Type de suites proposées :** Sans suite



#### N° 4 : Risque chronique – Gestion des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.7.3 Annexe II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque chronique – Gestion des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  1.7.3. Gestion des déchets  Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont stockés définitivement dans des installations réglementées conformément au code de l'environnement. L'exploitant est en mesure de justifier la gestion adaptée de ces déchets sur demande de l'inspection des installations classées. Il met en place un registre caractérisant et quantifiant tous les déchets dangereux générés par ses activités.  Tout brûlage à l'air libre est interdit.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a fourni un bon d'intervention réalisé par la société ORTEC SERVICES ENVIRONNEMENT le 18 février 2025. Ce bon indique le nettoyage, l'entretien et le pompage du séparateur d'hydrocarbures. De plus, l'exploitant a fourni le bordereau de suivi des déchets correspondant à l'intervention et reçu le 21 février 2025. Le document indique que le poids estimé de déchet (eau et hydrocarbure) pompé est d'une tonne (une citerne).  <b>La prescription contrôlée est respectée.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 5 : Risques accidentels, Modalités de stockage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 9 Annexe II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques accidentels, Modalités de stockage
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.</p> <p>Les matières stockées en vrac sont par ailleurs séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.</p> <p>Les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>1° Surface maximale des îlots au sol : 500 m<sup>2</sup> ;</li><li>2° Hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ;</li><li>3° Largeurs des allées entre îlots : 2 mètres minimum.</li></ul> <p>En l'absence de système d'extinction automatique, les matières stockées en rayonnage ou en palettier respectent les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>1° Hauteur maximale de stockage : 10 mètres maximum ;</li><li>2° Largeurs des allées entre ensembles de rayonnages ou de palettiers : 2 mètres minimum.</li></ul> <p>La hauteur des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage.</p> <p>En présence d'un système d'extinction automatique compatible avec les produits entreposés,</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la hauteur de stockage en rayonnage ou en palettier, pour les liquides inflammables est limitée à :</li><li>- 7,60 mètres pour les récipients de volume strictement supérieur à 30 L et inférieur à 230 L ;</li><li>- 5 mètres par rapport au sol intérieur pour les récipients de volume strictement supérieur à 230 L.</li><li>- la hauteur n'est pas limitée pour les autres matières dangereuses.</li></ul> <p>Le stockage en mezzanine de tout produit relevant de l'une au moins des rubriques 2662 ou 2663, au-delà d'un volume correspondant au seuil de la déclaration de ces rubriques, est interdit. Cette disposition n'est pas applicable pour les installations soumises à déclaration, ou en présence d'un système d'extinction automatique adapté.</p> <p>[...]</p>
<b>Constats :</b> <p>L'installation ne possède pas de système d'extinction automatique.</p> <p>Lors de la visite, l'Inspection a constaté quelques stockages en masse de produits. Ces produits étaient des produits chimiques principalement liquides et aérosol conditionnés en petite quantité dans des cartons et sur rétention.</p> <p><b>Ces stockages en masse respectent l'arrêté ministériel susvisé.</b></p> <p>Lors de la visite, les fûts/bidons de produits tels que de l'huile et du lubrifiant pour moteur sont stockés sur des racks. L'Inspection, par sondage, n'a pas détecté de produit considéré comme un liquide inflammable ou comme une matière dangereuse selon les définitions de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017.</p> <p>Le stockage de ces fûts/bidons était principalement stocké en dessous de 5 m de hauteur.</p>

Quelques-uns ont été stockés au-dessus de 5 m de hauteur, mais en dessous de 7 mètres.

Lors du reste de la visite, la hauteur des stockages des autres produits ainsi que la largeur des allées ont été également respectées.

**La prescription contrôlée est respectée.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 6 : Risque accidentels, Maintenance périodique des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 22 Annexe II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque accidentels, Maintenance périodique des installations
<b>Prescription contrôlée :</b>  22. Indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie - Maintenance  L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre. [...]
<b>Constats :</b>  <b><u>I Système d'extinction incendie</u></b>  Le site ne possède pas de système d'extinction incendie.  <b><u>II Système de désenfumage</u></b>  L'exploitant a fourni le rapport de visite sur l'installation de désenfumage en date du 15 janvier 2025 et réalisé par la société PARFLAM. Des non-conformités ont été relevées concernant 5 vérins qui ne s'ouvraient pas et 4 coffrets CO <sub>2</sub> qui étaient vétustes. L'exploitant a fourni une facture de la société PARFLAM en date du 27 janvier 2025, indiquant que l'ensemble des équipements concernés par les non-conformités ont été remplacés.  <b>La prescription contrôlée est respectée.</b>  <b><u>III Alarme feu</u></b>  L'exploitant a fourni le bulletin d'intervention du Système Détection Incendie (SDI) et du Centraliseur de Mise en Sécurité Incendie (CMSI) en date du 06 décembre 2024 et rédigé par la société PARFLAM. Le rapport indique que l'installation n'est pas en mesure d'assurer toutes ses fonctions. L'exploitant a fourni l'ensemble des justificatifs permettant de démontrer que les réparations et changements ont été réalisés afin que l'installation soit en mesure d'assurer ses fonctions (remplacement de batterie, dépannage du Système de Sécurité Incendie (SSI) et changement de linéaires).  <b>La prescription contrôlée est respectée.</b>  <b><u>IV Portes coupe-feu</u></b>  L'exploitant n'a pas réalisé de test sur les portes coupe-feu en 2024, ni durant les deux premiers mois de 2025.  <b>La prescription contrôlée n'est pas respectée.</b>

<b>Non-conformité : L'exploitant n'a pas réalisé de test sur ses portes coupe-feu assurant leur bon fonctionnement.</b>
<b>Type de suites proposées : Avec suites</b>
<b>Proposition de suites : Demande d'action corrective</b>
<b>Proposition de délais : 2 mois</b>

## N° 7 : Risque accidentels, Moyen en eau et débit d'eau en cas d'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/07/1990, article 16.b
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque accidentels, Moyen en eau et débit d'eau en cas d'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b>Article 16 de l'arrêté préfectoral du 24 juillet 1990</b>  Les moyens de secours et de lutte contre l'incendie sont conformes aux normes en vigueur ; ils comportent : [...]  b) Adduction d'eau  L'exploitant dispose d'un réseau d'eau public ou privé alimentant des bouches ou des poteaux d'incendie de 100 mm de diamètre.  Ce réseau ainsi que, si nécessaire, la réserve d'eau de l'établissement sont capables de fournir : [...] - le débit nécessaire pour alimenter, à raison de 60 m <sup>3</sup> /heure chacun, quatre poteaux d'incendie.  Les installations sont aménagées de façon à éviter toute perte de temps ou tout incident susceptibles de nuire à la rapidité de mise en œuvre des moyens des sapeurs pompiers.
<b>Constats :</b>  Le site possède actuellement un poteau incendie privé DN 100 et, l'exploitant a informé qu'il y avait qu'un seul poteau incendie sur la voie publique à moins de 100 m de l'installation est présent. L'exploitant a fourni un courrier du SDIS, en date du 11 octobre 2023, que le poteau privé est endommagé. Ensuite, l'exploitant a présenté le Procès Verbal d'essai et de réception d'hydrant, en date du 25 avril 2024, indiquant que le poteau privé a été remplacé et testé. Le débit à 4,1 bar du poteau est de 60 m <sup>2</sup> .  L'exploitant n'a pas réalisé de test de débits en simultané sur deux poteaux existants et n'est donc pas en capacité de justifier que le besoin en eau ainsi que le débit d'eau en cas d'incendie est suffisant.  Le débit en eau doit être de minimum 60*4 m <sup>3</sup> /h soit 240 m <sup>3</sup> /h. Au vu du diamètre du poteau incendie privé qui est de 100 mm ainsi de son débit de 60 m <sup>3</sup> /h, l'Inspection peut en déduire que le deuxième poteau incendie situé sur la voie publique ne sera pas suffisant. Par conséquent, la quantité d'eau disponible n'est également pas présente.  L'exploitant a actuellement sur son site un projet de construction. L'avis du SDIS a été sollicité. L'exploitant a expliqué que suite à l'avis du SDIS, il va installer un nouveau poteau incendie privé ainsi qu'un bassin de rétention.  L'exploitant a fourni par courriel le 18 mars 2025, plusieurs documents : - des photographies ; - le devis pour le branchement d'un nouveau poteau incendie DN 150 réalisé par la société CYO et

signé le 21 juin 2024 ;

- le devis pour divers travaux rédigé par la société SOTP et en date du 27 septembre 2024 ;
- un courriel indiquant que le nouveau poteau incendie a été installé le 18 mars 2025 et informe l'Inspection que le PV d'essai de réception d'hydrant a été réalisé et qu'il sera communiqué dès réception.

Au vu des documents et des photographies fournis, l'Inspection a constaté la présence d'un nouveau poteau incendie sur le site mais ne peut pas conclure si le débit et le besoin en eau sont suffisants pour le site.

**La prescription contrôlée n'est pas respectée.**

**Non-conformité :** Les poteaux incendie situés sur et à proximité du site, n'ont pas été testés simultanément et ne permettent pas de garantir le débit et le besoin en eau nécessaire en cas d'incendie. L'exploitant doit avoir quatre poteaux incendie capables de délivrer 60 m<sup>3</sup>/h d'eau chacun d'après l'article 16.b de l'arrêté préfectoral du 27 juillet 1990. L'Inspection rappelle à l'exploitant que la construction du nouveau bâtiment doit être prise en compte dans les analyses de besoin en eau et de débit en eau en cas d'incendie.

Il est proposé à M. le Préfet du Val d'Oise de mettre en demeure l'exploitant de respecter l'article 16.b de l'arrêté préfectoral du 24 juillet 1990, dans un délai de 9 mois.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 9 mois

## N° 8 : Risque accidentels, Moyen d'extinction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13 Annexe II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque accidentels, Moyen d'extinction
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...] - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ; - de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ; [...] L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. [...]
<b>Constats :</b>  <b><u>I Les extincteurs</u></b>  L'exploitant a fourni le certificat Q4 relatif aux extincteurs, rédigé par la société PARFLAM le 2 avril 2024. Ce document indique des non-conformités dues à des extincteurs dont la date de péremption était dépassée. L'exploitant a également fourni un devis de PARFLAM en date du 18 février 2024 indiquant le remplacement de ces extincteurs.  Lors de la visite, l'Inspection a effectué par sondage une vérification visuelle des dates de contrôle inscrites sur les extincteurs ainsi que leur accessibilité. L'inspection n'a pas constaté d'anomalie.  <b>La prescription contrôlée est respectée.</b>  <b><u>II Les RIA</u></b>  L'exploitant a fourni le rapport de vérification des RIA réalisé par PARFLAM le 12 mars 2024. Ce rapport indique 3 non-conformités. L'exploitant a fourni des factures en date du 10 avril 2024, du 20 janvier 2025 et 28 janvier 2025, indiquant que les problématiques relevées ont été résolues.  Lors de la visite, l'Inspection a effectué par sondage une vérification visuelle des dates de contrôle inscrites sur les RIA ainsi que leur accessibilité. L'inspection n'a pas constaté d'anomalie.  <b>La prescription contrôlée est respectée.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



## N° 9 : Risque accidentels, Plan de défense incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II, 23
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque accidentels, Plan de défense incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b>23. Plan de défense incendie</b> <b>(Arrêté du 24 septembre 2020, article 1er, 7°)</b>  Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.  L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs.  Le plan de défense incendie comprend : <ul style="list-style-type: none"><li>- les schémas d'alarme et d'alerte » décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;</li><li>- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;</li><li>- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ;</li><li>- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;</li><li>- les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ;</li></ul> [...] <ul style="list-style-type: none"><li>- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;</li><li>- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ;</li><li>- s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ;</li><li>- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe ;</li><li>- la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ;</li><li>- la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ;</li><li>- les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ;</li><li>- les mesures particulières prévues au point 22.</li></ul> Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.

Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.

Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan d'opération interne s'il existe. Il est tenu à jour.  
[...]

#### **Constats :**

Le site n'a pas de système d'extinction automatique d'incendie. Le site n'a pas de panneau photovoltaïque sur le site.

L'exploitant a fourni le Plan de Défense Incendie (PDI) mis à jour en janvier 2025. Il comprend les éléments suivants :

- les schémas d'alarme et d'alertes ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en période ouvrée ;
- la liste du personnel compétent et des formations incendie (avec date) qu'ils ont suivies. L'exploitant a informé l'Inspection qu'il faisait en sorte qu'il y ait toujours du personnel formé sur le site ;
- des plans de sécurité incendie comprenant l'emplacement des robinets, extincteur, armoire électrique, borne incendie, barrage général d'eau, extincteur, mur coupe-feu, arrêt d'urgence, déclencheur manuel, désenfumage. Cependant, l'emplacement de la vanne de barrage indiqué sur ce plan n'est pas suffisamment précis. En effet, la vanne est placée à l'extérieur du bâtiment mais aucun élément de l'extérieur de l'entrepôt n'est visible sur un des plans, ne permettant pas correctement situé la vanne de barrage ;
- le plan des cellules qui précise les différentes zones. L'Inspection attire l'attention de l'exploitant sur le fait que le plan n'était pas lisible.

Le PDI ne comprend pas les éléments suivants :

- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en période non ouvrée. Cependant, l'exploitant a rajouté cet élément et envoyé par courriel le 21 février 2025 ;
- la procédure du fonctionnement de la vanne de barrage. La fermeture de la vanne de barrage n'a pas été intégrée dans les schémas d'interventions.

Lors de la visite, l'Inspection a constaté un stockage de véhicules à l'extérieur de l'entrepôt ainsi qu'un nouveau bâtiment en cours de construction (cf. point n°1 à 3). Le PDI ne prend pas en compte ces nouveautés qui entraînent notamment la modification de la circulation des services de secours.

**La prescription contrôlée n'est pas respectée.**

**Non-conformité : Le Plan de Défense Incendie de l'exploitant n'est pas complet, n'est pas à jour au vu des modifications sur le site et certains plans ne sont pas suffisamment lisibles.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 10 : Risque accidentel, Installations électrique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 15 Annexe II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque accidentel, Installations électrique et équipements métalliques
<b>Prescription contrôlée :</b>  Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées.[...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant a fourni le certificat de vérification (Q18) de l'installation électrique réalisé par la société BUREAU VERITAS le 22 février 2024. Le rapport indique que l'installation électrique ne peut pas entraîner de risques incendie et d'explosion.  Le prochain passage est prévu au mois de mars 2025.  <b>La prescription contrôlée est respectée.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Risques accidentels, Protection foudre**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 15 Annexe II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques accidentels, Protection foudre
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b>Article 15 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017</b> L'entrepôt est équipé d'une installation de protection contre la foudre respectant les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé.  <b>Article 21 de l'arrêté du 4 octobre 2010</b> L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.  Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.  L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.  Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.  Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus. [...]  Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a fourni le certificat de conformité du Système de protection contre la foudre, en date du 17 février 2025.  <b>La prescription contrôlée est respectée.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Risques accidentels, FLUMILOG**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1 Annexe VIII
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques accidentels, FLUMILOG
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation et avant le 1er janvier 2026 pour les installations à déclaration une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/m<sup>2</sup>. Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS "Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle.</p> <p>Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, aux dossiers de déclaration, enregistrement ou autorisation.</p>
<b>Constats :</b>  <p>L'exploitant n'a pas réalisé d'étude par la méthode FLUMILOG.</p> <p><b>Non-conformité : L'exploitant n'a pas réalisé d'étude des effets thermiques par la méthode FLUMILOG.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois